

générale (*Ses observations sur la crise agricole, le prix du lait, la cherté du matériel de culture*) [23 février 1950] (p. 1385, 1386); — d'une proposition de loi relative à l'emploi de certains produits végétaux dans les boissons non alcooliques: *Ses explications de vote sur l'ensemble* [28 février 1950] (p. 1536); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AGRICULTURE, Chap. 1730: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les eaux et forêts (Agents forestiers d'Alsace-Lorraine)* [24 mai 1950] (p. 3900); Chap. 1780: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les exploitations en régie* [25 mai 1950] (p. 3911). — Dépose une demande d'interpellation sur la circulaire du 12 avril 1950 faisant supporter par les producteurs agricoles les hausses prévues sur le gaz et le pain [30 mai 1950] (p. 3982). — Prend part à la discussion: d'une proposition de loi relative à la fixation du prix du blé: *Discussion générale* [27 juillet 1950] (p. 6066); — du projet de loi relatif à la fixation d'un programme aérien: *Discussion générale* [28 juillet 1950] (p. 6171, 6172); — du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire actif; Art. 1<sup>er</sup>: *Son amendement tendant à dispenser de service les chefs d'exploitation agricole* [27 octobre 1950] (p. 7305); *Amendement de M. Mançeau tendant à abroger le décret du 11 septembre 1950 prorogeant de trois mois le service militaire* (p. 7317); *Son amendement tendant à accorder les gratuités de chemins de fer aux soldats du contingent* (p. 7322); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Art. 2: *Amnistie pour les condamnés à moins de quinze ans de dégradation nationale (Epuraton en Alsace-Lorraine)* [9 novembre 1950] (p. 7582); Art. 3: *Son amendement tendant à exclure de l'amnistie les personnes ayant encouragé l'incorporation des Alsaciens-Lorrains dans la Wehrmacht* [16 novembre 1950] (p. 7770); — du projet de loi relatif à l'allocation vieillesse des personnes non salariées; Art. 9: *Demande de reprise du texte gouvernemental limitant le nombre des bénéficiaires, présentée par le Gouvernement* [6 décembre 1950] (p. 8693, 8694); Art. 10: *Son amendement tendant à exclure bâtiments et outils pour le calcul du revenu* (p. 8695); **Art. 13: Amendement de M. Rochet tendant à fixer l'allocation par une majoration de 5 0/0**

de l'impôt sur les sociétés [13 décembre 1950] (p. 9023); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement: *Discussion générale (Ses observations sur la crise agricole, la baisse des prix agricoles et la mévente)* [7 décembre 1950] (p. 8788, 8789); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AGRICULTURE, Chap. 1140: *Direction départementale des services agricoles* [22 décembre 1950] (p. 9526); Chap. 1660: *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour les exploitations en régie* (p. 9537). — Dépose une demande d'interpellation sur le préjudice subi par le corps des ingénieurs des eaux et forêts par l'application du décret du 30 décembre 1950 relatif à leur statut [24 février 1951] (p. 1618). = S'excuse de son absence [22 mars 1947] (p. 1019).

**KHIDER (M. Mohamed), Député d'Alger**  
(2<sup>e</sup> collège).

Son élection est validée [31 janvier 1947] (p. 141). = Est nommé membre: de la Commission des pensions [27 décembre 1946] (p. 370); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [30 janvier 1948] (p. 329); de la Commission de la presse [30 janvier 1948] (p. 329).

#### Dépôt :

Le 25 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à décider l'envoi en Algérie d'une Commission parlementaire d'enquête pour vérifier l'authenticité des événements survenus au douar Sidi-Ali-Bounab le 28 septembre 1949, n<sup>o</sup> 8492.

#### Interventions :

Prend part à la discussion des interpellations relatives à la politique française en Indochine [18 mars 1947] (p. 905, 906). — Dépose une demande d'interpellation sur les provocations administratives envers les Musulmans algériens [18 février 1948] (p. 865). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant ratification du Pacte de l'Atlantique: *Discussion générale* [26 juillet 1949] (p. 5319, 5320, 5321, 5322);

— d'une proposition de résolution relative aux événements de Sidi-Ali-Bounab : *urgence* [13 décembre 1949] (p. 6770, 6771) ; = S'excuse de son absence [20 décembre 1950] (p. 9346). = Obtient un congé [20 décembre 1950] (p. 9346).

### KIR (M. Félix), Député de la Côte d'Or.

Son élection est validée [29 novembre 1946, (p. 38)]. = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347) ; de la Commission du ravitaillement [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34). — Est élu secrétaire de la Commission de l'éducation nationale [*J.O.* du 30 janvier 1946] (p. 1011), [*J.O.* du 21 janvier 1949] (p. 816), [*J.O.* du 19 janvier 1950] (p. 716), [*J.O.* du 25 janvier 1951] (p. 882) ; de la Commission du ravitaillement [*J. O.* du 29 janvier 1948] (p. 965) ; [*J. O.* du 20 janvier 1949] (p. 783). — Est nommé membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé juré à la Haute-Cour de Justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 196).

### Dépôts :

Le 7 août 1947, un rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur les propositions de résolution : 1<sup>o</sup> de M. Pierre Chevallier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder à tous les non-producteurs le bénéfice des suppléments actuellement réservés aux seules communes prioritaires ; 2<sup>o</sup> de M. Jean-Moreau tendant à inviter le Gouvernement à unifier le ravitaillement des non-producteurs des campagnes et des villes ; 3<sup>o</sup> de M. d'Aragon tendant à inviter le Gouvernement à modifier la réglementation en vigueur en matière de ravitaillement ; 4<sup>o</sup> de MM. Penoy et Blocquaux tendant à inviter le Gouvernement à modifier la réglementation actuelle en matière de ravitaillement, n<sup>o</sup> 2302. — Le 9 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter

le Gouvernement à associer la Nation tout entière aux manifestations et cérémonies qui doivent commémorer le bi-millénaire de la bataille d'Alésia, n<sup>o</sup> 6719. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de M. Coudray tendant à modifier la loi du 7 mai 1946, instituant l'ordre des géomètres experts, n<sup>o</sup> 7709. — Le 3 février 1950, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur les propositions de résolution : 1<sup>o</sup> de M. Maurice Frédet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à reporter au début de l'année scolaire 1950-1951 l'application de l'arrêté du 16 avril 1949 obligeant les étudiants des écoles préparatoires de médecine de 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> année, à accomplir leurs stages dans les écoles de plein exercice ou facultés ; 2<sup>o</sup> de MM. Fauvel, Siefridt et Emile-Louis Lambert tendant à inviter le Gouvernement à limiter l'application du décret du 16 avril 1949 relatif aux études médicales aux étudiants qui commencent actuellement leurs études ; 3<sup>o</sup> de M. Dusseaux tendant à inviter le Gouvernement à admettre l'École de médecine de Rouen dans la liste des écoles de plein exercice ; 4<sup>o</sup> de M. Dusseaux tendant à inviter le Gouvernement à suspendre pour l'année scolaire 1949-1950 l'application de l'arrêté du 16 avril 1949 faisant obligation aux étudiants des écoles préparatoires de médecine de 4<sup>e</sup> et de 5<sup>e</sup> année d'accomplir dans les écoles de plein exercice leur stage obligatoire, n<sup>o</sup> 9161.

### Interventions :

Prend part à la discussion des interpellations sur le problème du blé [21 mars 1947] (p. 1001, 1008). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Interpellations relatives au problème du pain et aux événements d'Indochine* [29 avril 1947] (p. 1337) ; — Intervient dans la discussion de la proposition de loi de M. Castera relative au prix différentiel du blé [5 juin 1947] (p. 1922). — Est entendu au cours du débat sur les interpellations concernant la politique économique et financière du Gouvernement : *Reclassement des fonctionnaires* [1<sup>er</sup> juillet 1947] (p. 2590, 2591). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles) ; ECONOMIE NATIONALE, Chap. 118 : *Son intervention au sujet des primes de rendement aux agents du con-*